

ANNEXE 8 – CHRONOLOGIE AVRIL 2004-MARS 2005

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Avril 2004</p> <p>5.4 : Formation d'une seule mission de maintien de la paix ONU-UA.</p> <p>21.4 : Suspension des hostilités à l'encontre du gouvernement de transition par la faction rebelle les Forces Nationales de Libération (FNL) dirigée par Agathon Rwasa.</p>	<p>2.4 : Les Tutsi et les Hutu modérés morts durant le génocide de 1994 estimés à 937.000 par le gouvernement rwandais.</p> <p>4-10.4 : Semaine consacrée à la commémoration du dixième anniversaire du génocide. Conférence sur la prévention et le bannissement du génocide.</p> <p>7.4 : Commémoration du 10^{ème} anniversaire du génocide rwandais.</p> <p>21.4 : Jean-Bosco Kazungu, avocat de l'ex-président rwandais Pasteur Bizimungu placé aux arrêts par le Juge du Tribunal de première instance de Kigali pour 24 heures pour «outrage à la Cour» pendant le procès de son client (perturbation et désobéissance aux ordres du président de la Cour).</p> <p>27.4 : La Suède et le TPIR signent un accord pour l'application des condamnations prononcées à l'encontre</p>	<p>1.4 : Découverte à Goma par la MONUC d'une cache d'armes et de munitions dans la résidence du Commandant Mayanga Munyamiba, officier de l'ex-composante RCD/Goma.</p> <p>3.4 : Adoption par les députés de la loi organique de la Commission de l'éthique et de la lutte contre la corruption.</p> <p>14-17.4 : Visite en RDC de Shengman Zhang, Directeur de la Banque Mondiale chargé des opérations (point sur les projets Banque Mondiale au Congo).</p> <p>15.4 : Signature d'un accord bilatéral de rééchelonnement de la dette entre le Japon et la RDC sur 40 ans.</p> <p>- Désignation par le Conseil de sécurité de l'ONU de trois membres du Comité chargé de contrôler l'embargo sur les armes à l'est de la RDC imposé en juillet 2003.</p> <p>Abdallah Baali, Ambassadeur d'Algérie auprès de l'ONU, élu président du comité.</p> <p>16.4 : Dénonciation par l'ONG «Toges noires» des arrestations arbitraires de militaires des ex-FAZ, particulièrement ceux de la tribu Ngbandi.</p> <p>19.4 : Publication par le président de la République de la RDC de la <i>Feuille de route de la transition</i> (fixation des phases essentielles des élections locales, législatives et présidentielles).</p> <p>21.4 : La présence de troupes rwandaises portant l'insigne FDR</p>

	des personnes reconnues coupables d'avoir participé au génocide rwandais de 1994.	signalée par la MONUC sur le territoire de la RDC dans le secteur de Bunagana.
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Mai 2004</p> <p>17.5 : Déblocage d'un fonds de 1,4 millions USD par le gouvernement burundais en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour le financement d'un programme international d'éradication du travail des enfants (réhabilitation des anciens enfants soldats).</p> <p>27.5 : Nomination de Carolyn Mc Askie comme représentant spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour le Burundi.</p>	<p>7-9.5 : Organisation à Kigali du Sommet national sur l'unité et la réconciliation .</p> <p>12.5: Dissolution par le président Kagame du comité exécutif du district de Kaduha dans la province sud-ouest de Gikongoro où plusieurs meurtres de survivants du génocide ont eu lieu et nomination d'un nouveau comité.</p> <p>30.5 : Ratification par le Sénat français de l'accord pour l'accueil des condamnés définitifs du</p>	<p>1.5 : Signature d'un protocole d'accord entre l'Ouganda et la RDC sur les liaisons aériennes.</p> <p>3.5 : Démenti par le vice-président Azarias Ruberwa des informations faisant état d'incursions rwandaises en RDC dans le Nord Kivu.</p> <p>10-14.5 : Session de concertation entre le gouvernement et les groupes armés de l'Ituri. Signature d'un acte d'engagement pour la paix dans la région.</p> <p>13.5 : Convocation à New York par le Conseil de sécurité de l'ONU des ministres des Affaires Etrangères de la RDC, du Rwanda et de l'Ouganda.</p> <p>14.5 : Signature à Kinshasa d'un accord entre les représentants de sept groupes armés du district de l'Ituri (Nord-est de la RDC) concernant leur désarmement et leur participation au processus de transition.</p> <p>- Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne les incursions rwandaises en RDC.</p> <p>16.5 : Nomination des Gouverneurs et vice-gouverneurs des 11 provinces.</p> <p>- Atundu Liongo, ancien proche de Mobutu et président d'un parti politique d'opposition mis aux arrêts pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ».</p> <p>19.5 : Réunion à Kinshasa de la Commission bilatérale entre l'Angola et la RDC (discussions sur l'expulsion des Congolais de l'Angola).</p> <p>20.5. Visite en RDC de Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix (point sur le processus de transition).</p> <p>21.5 : Signature à Beni (Est de la RDC) d'un accord de création d'un « mécanisme de vérification mutuelle» des frontières entre l'Ouganda et la RDC sous la coordination de la</p>

	TPIR, signé en mars 2003 par le gouvernement français et le TPIR.	MONUC. 26.5 : Combats dans la ville de Bukavu entre des militaires mutins, ex-combattants du RCD, ancienne faction rebelle proche du Rwanda et les forces loyales au gouvernement de Kinshasa.
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Juin 2004</p> <p>1.6: Entrée en fonction à Bujumbura de Carolyn Mc Askie, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies.</p> <p>- Remplacement des troupes de la Mission africaine au Burundi (MIAB) de l'Union africaine déployés en 2003, par les forces des Nations Unies de maintien de la paix au Burundi (ONUB).</p> <p>5.6 : Le gouvernement burundais sommé par les dirigeants de la région de lancer sans délai le</p>	<p>6.6 : Fermeture par le Rwanda de ses frontières avec la RDC suite aux accusations d' « appui aux soldats congolais dissidents » pour la prise de Bukavu, lancées par le gouvernement de Kinshasa.</p> <p>7.6 : L'ancien président du Rwanda Pasteur Bizimungu condamné par la Tribunal de Première Instance de Kigali à quinze ans de prison pour « détournement de deniers publics, rumeurs incitant à la désobéissance civile et association de malfaiteurs ».</p> <p>- Condamnation de Charles Ntakirutinka, ancien ministre, à dix ans de prison.</p> <p>11.6 : Départ en exil de Célestin</p>	<p>2.6 : La ville de Bukavu (sud Kivu) occupée par des soldats dissidents, les hommes du Général Laurent Nkunda et du Colonel Jules Mutebusi, anciens membres du RCD, ancienne faction rebelle. Le président Kabila accuse le Rwanda « d'agression ».</p> <p>3.6 : Les bâtiments du quartier général de la MONUC à Kinshasa attaqués par un groupe de Kinois conduit par des étudiants (protestation contre l'insurrection des soldats à Bukavu, considérée comme une défaillance des troupes des Nations unies).</p> <p>4.6 : Réunion de la 11^{ème} session du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (examen de la situation en RDC et condamnation de la prise de Bukavu).</p> <p>6.6 : Mission d'urgence à Kinshasa de Louis Michel, Ministre belge des Affaires Etrangères. Appel au respect du caractère inclusif de l'accord sur la transition, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, de l'instauration d'une conférence des ministres de la CEPGL sur la situation de la région et un renforcement de la composante militaire de la MONUC.</p> <p>- Fermeture par le Rwanda de ses frontières avec la RDC.</p> <p>11.6 : Tentative de putsch par le Major Eric Lenge, officier du Groupe Spécial de la Sécurité Présidentielle (GSSP) déjoué.</p> <p>15.6 : Affrontements en Ituri autour d'un puits d'or entre deux milices, les Forces armées du peuple congolais (FAPC) de Jérôme Kakwaku et le Front National des Intégrationnistes (FNI) de Floribert Kisembo Ndjabu.</p>

<p>processus électoral comme prévu dans l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha d'août 2000 (rencontre de Dar es Salaam dans le cadre de l'Initiative régionale de promotion de la paix au Burundi).</p>	<p>Kambanda, ancien président du MDR et ancien Secrétaire d'Etat. 17.6 : Sylvestre Gacumbitsi, ancien Bourgmestre de Rusumo (province de Kibungo, sud-est du pays) condamné par le TPIR à 30 ans de prison pour génocide et crimes contre l'humanité. 24.6 : Inauguration par le Président Kagame des Gacaca, système judiciaire traditionnel, après une période d'essai de deux ans.</p>	<p>16.6 : Les dissidents du RCD d'un courant dit «rénovateur», Michel Tshibwabwa, Mwewa Lunda et Kazadi, exigent la dissolution immédiate et sans condition du Collège des fondateurs du mouvement et la convocation d'une session extraordinaire du congrès du parti. - La MONUC dément les allégations de génocide contre les Banyamulenge de Bukavu (rapport du Bureau des Droits de l'Homme de l'ONU). 20.6 : Reprise des combats à Kamanyola par les dissidents du Colonel Jules Mutebusi. 23.6 : Reconquête de Kamanyola par les unités des FARDC sous les ordres du Général Mbuza Mabe. - Ouverture de la première enquête sur les exactions en RDC par la Cour Pénale Internationale (CPI). 25.6 : Rencontre entre le Président Joseph Kabila et son homologue rwandais Paul Kagame à Abuja au Nigeria sous les auspices du président nigérian Olusegun Obasanjo, président en exercice de l'Union africaine. Accord sur la mise sur pied d'un «mécanisme commun de vérification» de frontières.</p>
---	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Juillet 2004</p> <p>9-12.7 : Réunion à Bruxelles des ministres des Affaires Etrangères du Burundi, du Rwanda et de la RDC à l'invitation de Louis Michel, Ministre belge des Affaires Etrangères</p>	<p>5.7 : Fuite du pays de 9 membres dirigeants de l'organisation rwandaise des Droits de l'Homme, la Ligue pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (la LIPRODOR), dont le président (7 en Ouganda et deux autres au</p>	<p>1.7 : Arrestation par la MONUC de Floribert Kisembo et Pitchou Iribi, respectivement dirigeant d'une faction de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) à dominance Hema et président intérimaire du Front des Nationalistes Intégrationnistes (FNI) groupe armé à majorité Lendu. 5.7 : Remplacement par le RCD des trois dissidents du courant dit «rénovateur» par Roger Munanga, Lumuna Ndubu et Cokwe Tembo. Dénonciation par les trois exclus du caractère irrégulier de la mesure. 10.7 : Réaménagement technique du gouvernement. Douze remplacements et</p>

<p>(engagement à relancer la CEPGL et ses structures). 28.7 : Les négociations de Pretoria entre les représentants de partis politiques et le gouvernement aboutissent à un accord provisoire.</p>	<p>Burundi). 13.7 : Signature d'un accord entre le gouvernement rwandais et l'armée américaine pour un «soutien mutuel» en logistique militaire, équipements et services. 21.7 : Le Rwanda accusé par un Groupe d'experts de l'ONU de violation de l'embargo sur les armes, décrété par l'ONU en juin 2003.</p>	<p>sept permutations de postes de ministres et vice-ministres. Remous au sein de certaines composantes, notamment au MLC suite au limogeage du Ministre des Affaires Etrangères Antoine Ghonda, remplacé par Ramazani Baya. 14.7 : Huit députés du RCD, ancien mouvement rebelle, suspendent leur participation au Parlement (exigence d'une enquête sur les massacres allégués de Banyamulenge à l'est du pays). 18.7 : Remplacement par le Collège des fondateurs du RCD des huit députés démissionnaires de l'Assemblée nationale dont Bizima Karaha. 27.7 : Arrestation par la MONUC de Godas Sukpa Emery, chef d'Etat-major du Front des nationalistes intégrationnistes (FNI).</p>
--	---	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Août 2004</p> <p>3.8 : Désignation des cinq membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). 6.8 : Signature à Pretoria (Afrique du Sud) d'un accord sur le partage du pouvoir entre le gouvernement et l'opposition (définition des grandes lignes post-transitionnelles). 7.8 : La faction du CNDD - FDD de Nkurunziza décide de devenir un parti politique à l'issue du congrès de Gitega. 13.8 : Massacre de plus ou moins 160 personnes au camp de réfugiés de Gatumba au Burundi, de l'ethnie tutsi de l'est de la RDC (banyamulenge). Les FNL de Rwsa réclament la responsabilité des attaques. 16.8 : Lancement de mandats d'arrêt internationaux par le gouvernement burundais contre les deux dirigeants des</p>	<p>25.8 : Accord entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda pour désarmer dans un délai d'un an les groupes opérant sur leurs territoires respectifs (réunion tripartite de Kampala,</p>	<p>13.8 : Massacre de quelques 160 personnes dans le camp de réfugiés tutsi congolais à Gatumba, au Burundi, près de la frontière congolaise. Les rebelles burundais hutu revendiquent l'attaque. Selon d'autres sources, des miliciens congolais Maï Maï et des extrémistes rwandais hutu, basés en RDC seraient aussi impliqués. 23.8 : Suspension par le RCD de sa participation aux institutions de la transition. Appel d'Azarias Ruberwa, vice-président de la RDC, aux ministres, députés et sénateurs de sa composante présents à Kinshasa de regagner Goma.</p>

<p>FNL, Pasteur Habimana et Agathon Rwsa pour leur responsabilité dans l'attaque de Gatumba.</p> <p>18-19.8 : Tenue d'un sommet régional des chefs d'Etat sur le Burundi à Dar es Salaam en Tanzanie (ratification de l'accord sur le partage du pouvoir et évaluation des progrès concernant la fin de dix ans de guerre civile au Burundi).</p> <p>26.8 : Réouverture par le Burundi de ses frontières avec la RDC après le massacre du camp de Gatumba du 13 août 2004.</p> <p>31.8 : Vote par l'Assemblée nationale de transition des lois portant création de la CENI ainsi que d'une commission vérité et réconciliation.</p>	<p>en Ouganda sous les auspices des Etats-Unis).</p>	<p>- Octroi par le gouvernement belge d'une aide d'urgence de 550.000 euros aux réfugiés congolais au Burundi.</p> <p>24.8 : Appel du CIAT aux acteurs de la transition en RDC au respect de l'accord de transition en RDC. Invitation au RCD à reprendre sa place dans les institutions de la République à Kinshasa.</p> <p>29.8 : La RDC referme ses frontières avec le Burundi (raisons de sécurité).</p> <p>30.8 : Retour à Kinshasa de Azarias Ruberwa et réintégration du gouvernement.</p>
--	--	--

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Septembre 2004</p> <p>1.9 : Vote par le Sénat de la Loi portant création de la CENI.</p> <p>6-10.9 : Première rencontre du comité régional préparatoire de la conférence internationale pour la paix, la stabilité et le développement de la région de l'Afrique des Grands Lacs.</p> <p>15.9 : Signature par le président Ndayizeye d'un décret appelant l'organisation</p>		<p>1.9 : Levée de la mesure de suspension de la participation du RCD aux institutions de la transition par le Collège des fondateurs.</p> <p>- Déclaration conjointe MONUC et CIAT réaffirmant leur soutien à la poursuite de la transition et à l'organisation des élections générales, démocratiques et transparentes en 2005.</p> <p>- Lancement officiel du programme de désarmement en Ituri (Plan RDC de désarmement et de réinsertion communautaire de 15.000 ex-combattants en Ituri géré conjointement par le PNUD et la RDC).</p> <p>13.9 : Démenti par Amzati Ndjeto, au nom d'un groupe batwa (pygmées) sur les accusations de cannibalisme faites en janvier 2003 contre l'ancien groupe rebelle, le MLC de Jean-Pierre Bemba.</p> <p>22.9 : Signature aux Etats-Unis des termes de référence des « Mécanismes conjoints de vérification » entre le Rwanda et la RDC.</p> <p>24.9 : Introduction d'une plainte auprès du Procureur Général de la République par les Maï Maï contre Azarias Ruberwa au sujet des massacres de Gatumba l'accusant de « diffamation et de haute trahison ».</p>

d'un référendum constitutionnel pour le 20 octobre 2004.		<p>25.9 : Suspension par l'entité Maï Maï de sa participation à l'Assemblée nationale (motion d'information relative à la Loi sur la nationalité).</p> <p>27.9 : Accord entre les deux commandants rivaux Mbuza Mabe (10^{ème} région militaire, Sud-Kivu) et Obed Rwibasira (8^{ème} région militaire, Nord Kivu) pour un arrêt de combats entre leurs troupes.</p> <p>30.9 : Vote par le Parlement du projet de loi sur les élections.</p>
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Octobre 2004</p> <p>15.10 : Réunion des chefs d'Etat des pays membres de l'Initiative régionale (point sur la fin de la transition).</p> <p>16.10 : Publication d'un nouveau calendrier électoral par la CENI.</p> <p>20.10 : Signature par le président Ndayizeye d'un décret sur une nouvelle Constitution intérimaire.</p>	<p>2.10 : Des directeurs d'écoles, des enseignants et des élèves accusés par le gouvernement de «propagateurs de l'idéologie du génocide au sein des établissements secondaires».</p> <p>4.10: Organisation de travaux de finalisation du «mécanisme conjoint de vérification» entre le Rwanda, l'Ouganda et la RDC. Mise en place des équipes techniques de surveillance de frontières.</p> <p>26.10: Les ministres des Affaires Etrangères du Rwanda, de l'Ouganda et de la RDC décident de créer une commission tripartite de mise en œuvre des accords de paix et de sécurité dans la région.</p>	<p>1.10 : Adoption par le Conseil de sécurité de la Résolution 1565 prolongeant le mandat de la MONUC jusqu'au 31 mars 2005.</p> <p>6.10 : Signature d'un accord de coopération entre la RDC et la Cour pénale internationale, CPI (engagement par la RDC de faciliter la conduite efficace des enquêtes sur toute l'étendue du territoire).</p> <p>19-23.10 : Tenue de la dernière réunion du comité préparatoire de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (élaboration d'un premier draft de la <i>Déclaration des principes</i>).</p> <p>22.10 : Vote par les députés et les sénateurs de la Loi relative à la nationalité congolaise.</p>

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Novembre 2004</p> <p>10.11 : Le président Ndayizeye démet Alphonse-Marie Kadege de ses</p>	<p>11.11 : Accord entre le Rwanda et l'Ouganda pour des</p>	<p>1.11: Affrontements au Sud de Goma (localité de Bweremana) entre deux factions des Forces Armées de la RDC (FARDC), un groupe de soldats issus de</p>

<p>fonctions de vice-président pour «avoir failli à l'exercice de son rôle principal de seconder le Chef de l'Etat».</p> <p>12.11 : Nomination par le président Ndayizeye de Frédéric Ngenzebuhoro comme nouveau vice-président.</p> <p>- Rapport du référendum sur la Constitution post-transitionnelle au 22 décembre 2004 au lieu du 26 novembre 2004 (indisponibilité de certains équipements de base).</p> <p>23.11 : Organisation de la 23^{ème} session du Comité de l'ONU chargé de l'exécution et du suivi (IMC) de l'accord de paix et de réconciliation d'Arusha au Burundi par Carolyn Mc Askie, représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi et présidente dudit comité.</p>	<p>opérations conjointes de sécurité à leurs frontières communes (Commission commune du Rwanda et de l'Ouganda).</p> <p>16.11 : Condamnation de Charles Kabonero, rédacteur en chef de l'hebdomadaire <i>Umuseso</i> à 4 ans de prison et à une amende de 30.000 francs rwandais (équivalent de 500\$).</p> <p>- Octroi par la Banque Mondiale de 50 millions de USD pour alléger la pauvreté.</p> <p>27.11 : Rupture des relations diplomatiques entre le Rwanda et l'Ouganda et échange de menaces de guerre.</p>	<p>l'ANC, branche armée du RCD et les anciens résistants Maï Maï.</p> <p>8.8 : Début de l'Opération conjointe de sensibilisation des groupes armés étrangers (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda - milices Interahamwe et ex-FAR) pour leur adhésion au processus de désarmement et de rapatriement (débarquement de soldats congolais et des casques bleus de l'ONU dans le territoire de Walungu (Sud Kivu).</p> <p>11-12.11 : Réunion du Groupe consultatif des bailleurs de fonds de la RDC Banque Mondiale, FMI et Union européenne. Octroi par l'Union Européenne de 89 millions d'euros pour les élections dont 80 au processus électoral et 9 pour sa sécurisation.</p> <p>12.11 : Promulgation par le président Kabila de la Loi relative à la nationalité congolaise adoptée le 22 octobre 2004 par le Parlement.</p> <p>19-20.11 : Tenue de la première conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs à Dar es Salaam (Tanzanie). Signature par les onze chefs d'Etat participants de la Déclaration de Dar Es-Salaam (engagement à restaurer la paix dans la région).</p> <p>25.11 : Suspension de membres du gouvernement pour détournement de fonds publics (Joseph Mudumbi, Jean-Pierre Kalema, Joseph Olengankoy, Roger Lumbala et José Endundo).</p>
--	---	---

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Décembre 2004</p> <p>2.12 : Démobilisation dans la province de Muramvya d'environ</p>	<p>2.12 : Déclenchement de combats</p>	<p>7.12 : Appel du Conseil de sécurité au Rwanda de retirer sans délai ses forces de la RDC.</p>

216 anciens combattants, dont 5 femmes (programme de démobilisation prévu pour environ 55.000 combattants). 27.12 : Promulgation de la Loi créant la Commission «vérité et réconciliation».	au nord de Goma (est de la RDC) entre les rebelles rwandais et des hommes non identifiés.	12.12 : Début de combats dans la région de Kanyabayonga (Nord Kivu) entre l'armée congolaise et les soldats mutins. 16.12 : Permutation par l'Etat-major général des FARDC, du général de brigade Obed Rwibasira (8 ^{ème} région militaire/Nord Kivu) avec son collègue le général Gabriel Amisi (5 ^{ème} région militaire/Kasaï oriental). Une mesure visant à mettre fin aux affrontements entre factions armées dans la partie est du pays.
BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
Janvier 2005 24.1 : Assassinat de Isaïe Bigirimana, gouverneur de la province de Bubanza, à 20 Km de Bujumbura par des hommes armés. 28.1 : Rejet par les médiateurs dans le conflit burundais de toute tentative de modification de la Constitution.		10.1 : Au moins quatre morts après une manifestation de protestation à Kinshasa contre un éventuel report des élections. 13.1 : Pourparlers à Kinshasa entre le président sud-africain Thabo Mbeki et les principaux responsables politiques congolais. Du 30.12 au 1.1 : Quatrième sommet des chefs d'Etat et du gouvernement de l'Union africaine à Abuja (Nigeria). Décision de l'envoi d'une force pour désarmer les rebelles rwandais à l'Est de la RDC.

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
Février 2005 3.2 : Rejet par les FNL (Les Forces nationales de libération), seul mouvement rebelle encore actif au Burundi, de la médiation de Jacob Zuma, vice-président sud-africain. 14.2 : Retour au Burundi de Léonard Nyangoma, ex-chef rebelle et fondateur du CNDD-FDD après dix ans d'exil. 28.2 : Adoption par référendum du projet de Constitution intérimaire.	2.2 : Les détenus rwandais suspectés de génocide sommés de reconnaître leur rôle dans le massacre de 1994 jusqu'à mars 2005 pour bénéficier de réductions de peine par les tribunaux traditionnels, les gacaca.	25.2 : Neuf casques bleus bengalais tués dans une embuscade dans le district de l'Ituri (Nord est). Nuit du 27 au 28.2 : Entrée de militaires rwandais en RDC (ville de Bukavu).

BURUNDI	RWANDA	CONGO (R.D.)
<p>Mars 2005</p> <p>8.3: Rejet par le président ougandais, Yoweri Museveni, président de l'Initiative régionale et le vice-président sud-africain Jacob Zuma, médiateur, de la proposition de la Commission électorale nationale indépendante du Burundi (CENI) de reporter de deux mois les élections.</p> <p>29.3: Recommandation par le Secrétaire général de l'ONU de la création de deux commissions d'enquête sur le génocide burundais (une commission vérité extrajudiciaire et une chambre spéciale).</p>	<p>14.3 : Vincent Rutaganira, ex-conseiller municipal condamné à six ans de prison par le TPIR (implication dans le génocide de 1994).</p> <p>31.3 : Médiation avec les FDLR à Rome sous les auspices de la Communauté Saint Egidio (engagement des FDLR à renoncer à la lutte armée et à rentrer au Rwanda).</p>	<p>3.3 : Arrestation à Kinshasa de plusieurs chefs du groupe de milice accusés d'assassinat des neuf casques bleus bengalais du contingent des forces de maintien de la paix de l'ONU en Ituri.</p> <p>24.3 : Démarrage du programme de désarmement en Ituri (nord-est de la RDC).</p> <p>25.3 : Arrestation par le gouvernement congolais de Thomas Lubanga, leader de la faction hema de l'ex-milice Union des patriotes congolais (UPC).</p> <p>30.3 : Renouvellement du mandat de la MONUC jusqu'au 30 octobre 2005.</p>